

CESAME

CENTRE DE SANTE MENTALE ANGEVIN

**CENTRE HOSPITALIER
Sainte Gemmes sur Loire**

BP 50089

49137 LES PONTS DE CE CEDEX

DIRECTION DU PLAN & DES TRAVAUX

**MAINTENANCE DES SYSTEMES DE
DETECTION INCENDIE ET DES
INSTALLATIONS DE DESENFUMAGE**

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES ET TECHNIQUES PARTICULIERES

Date limite de réception des offres

2 décembre 2011 à 17 H 00

SOMMAIRE

1) OBJET DU CONTRAT	3
2) PARTIES CONTRACTANTES	3
3) DATE D'EFFET ET DUREE DU CONTRAT	3
4) DOCUMENTS CONTRACTUELS	3
5) QUALIFICATIONS REQUISES	3
6) DEFINITION DES PRESTATIONS	4
6.1 – Prestations forfaitaires	4
6.2- Maintenance préventive :	4
6.3 - Remplacement des détecteurs et des batteries d'alimentation de secours :	4
6.4 - Maintenance corrective :	5
6.5 - Autres prestations :	5
6.6 - Prestations hors forfait non comprises dans le contrat :	5
6.7 – Caractéristiques des installations :	6
7) MODALITES D'EXECUTION	6
7.1 - Visites de maintenance préventive :	6
7.2 - Remplacement des détecteurs et batteries :	8
7.3 - Maintenance corrective :	8
7.4 - Assistance téléphonique :	9
7.5 - Fournitures :	9
8) CONDITIONS D'EXECUTION	9
8.1 - Prise en charge des installations en début de contrat :	9
8.2 - Remise des installations en fin de contrat :	10
8.3 - Documentation technique :	10
8.4 - Sécurité :	10
8.5 - Accès - interventions :	10
8.6 - Personnel du titulaire :	11
8.7 - Outillage :	11
8.8 - Travaux de refonte ou de modification :	11
8.9 - Modifications par le titulaire :	11
8.10 - Installations neuves :	12
8.11 - Visites périodiques réglementaires :	12
9) OBLIGATIONS DES PARTIES :	12
9.1 - Obligations du titulaire :	12
9.2 - Obligations du CESAME :	12
9.3 - Obligations communes :	12
10) CONTROLES DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS	13
10.1 - Généralités :	13
10.2 - Moyens de contrôle :	13
10.3 - Décisions après contrôle :	15
11) RESPONSABILITES	15
12) ANNEXE 1 MAINTENANCE PREVENTIVE	16
12.1 – Maintenance préventive des systèmes de détection incendie :	16
12.2 – Maintenance préventive des installations de détection automatique des gaz et vapeurs inflammables : ...	19
12.3 – Maintenance corrective des systèmes de sécurité incendie :	21
12.4 – Maintenance préventive des systèmes de désenfumage des circulations verticales :	22
13) ANNEXE 2 REMPLACEMENT DES DETECTEURS IONIQUES ET OPTIQUES ET DES BATTERIES D'ALIMENTATION DE SECOURS	23
11) ANNEXE 3 MAINTENANCE PREVENTIVE DES INSTALLATIONS FIXES D'EXTINCTION AUTOMATIQUE	25
11) ANNEXE 4 MAINTENANCE PREVENTIVE DE L'UNITE AIDE EXPLOITATION	27
12) ANNEXE 5 - MAINTENANCE PREVENTIVE ET CORRECTIVE DES COMPARTIMENTAGES	29
13) ANNEXE 6 - MAINTENANCE PREVENTIVE ET CORRECTIVE DES DESENFUMAGES MECANQUES	30
14) ANNEXE 7.0, 7.1 et 7.2 LISTE DES MATERIELS	31
15) MODALITES DE PAIEMENTS	31
16) PERSONNE PUBLIQUE CONTRACTRANTE PERSONNE ASSIGNATAIRE DES PAIEMENTS	31
17) SURETE	31
18) LITIGE	31
19) PIECES A JOINDRE À L'OFFRE	32

1) OBJET DU CONTRAT

Le contrat a pour objet d'assurer la maintenance des systèmes de sécurité incendie et de désenfumage du CESAME dans les conditions et formes fixées par les lois et décrets en vigueur.

2) PARTIES CONTRACTANTES

Le contrat est passé entre le Directeur du Centre de Santé Mentale Angevin de Sainte Gemmes sur Loire désigné par le terme « la Personne Responsable du Contrat » d'une part, et le représentant légal du fournisseur dont l'offre a été retenue et désigné par le terme « le titulaire » d'autre part.

3) DATE D'EFFET ET DUREE DU CONTRAT

Le contrat est passé pour une durée d'un an ferme non renouvelable à compter du 1^{er} janvier 2012 jusqu'au 31 décembre 2012.

4) DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le contrat est régi par les documents ci-après :

- Le contrat comprenant :
 - o l'offre de prix accompagnée du devis descriptif ;
 - o Les engagements du Titulaire,
 - o les délais et modalités de l'assistance téléphonique
- Le présent Cahier des Clauses Administratives et Techniques Particulières

En cas de contradiction entre les documents ci-dessus, ils prévalent les uns sur les autres par ordre de priorité décroissante.

5) QUALIFICATIONS REQUISES

Ce contrat implique que le titulaire dispose de tous les moyens techniques et matériels pour assurer le plein accomplissement du contrat et notamment d'avoir une parfaite connaissance de la technique propre au constructeur du matériel dont il se propose d'assurer la maintenance.

A ce titre, le titulaire du contrat doit justifier auprès du CESAME.

- de la certification APSAD «Service de maintenance du SSI» I7 F7 (ex APMIS) ou références équivalentes
- de sa capacité à assurer les opérations de maintenance préventives et correctives de niveaux 1 à 5 au sens de la norme NFX 60 – 010
- d'un contrat écrit avec le constructeur de matériel concerné dans lequel le constructeur s'engage à lui fournir un appui technique et matériel lors de la réalisation des prestations de maintenance
- des niveaux III et IV de compétence pour son personnel assurant la maintenance du SSI, au sens de la norme NFS 61 – 931 et la norme NFS 61 – 933
- de références sérieuses attestées par des administrations ou par un organisme officiel en ce domaine

6) DEFINITION DES PRESTATIONS

6.1 – Prestations forfaitaires

Les prestations forfaitaires, conformes à la norme NFS 61-933, sont les suivantes :

- Les vérifications périodiques;
- Les maintenances préventives ;
- Les maintenances correctives ;
- La fourniture des produits consommables, des petites fournitures et des cartouches gaz ;
- La mise à disposition d'un lot de maintenance au CESAME constitué de pièces de rechange conforme à leurs installations ;
- La fourniture de perches de stimulations adaptées aux détecteurs installés au CESAME ;
- La tenue des registres de contrôle ;
- La fourniture de rapports d'entretien ;
- La formation des personnels de maintenance et des agents de la cellule sécurité ;
- La vérification de l'Unité d'Aide à l'Exploitation par sollicitation d'un détecteur par zone de détection pour l'ensemble des bâtiments protégés du CESAME ;
- La vérification de l'Unité d'Aide à l'Exploitation suite à des travaux réalisés sur l'installation de détection durant la période du contrat. Ce contrôle sera réalisé point par point ;
- La mise à jour de l'Unité d'Aide à l'Exploitation et du système de sécurité incendie suite à des modifications de locaux réalisées durant la période du contrat et n'ayant pas occasionné la modification du fond de plan de l'U.A.E. ;
- La mise à jour des textes, des désignations et des fonds de plans des systèmes de détection incendie de l'U.A.E. suite à des modifications de l'installation de détection durant la période du contrat ;
- La mise à jour des versions logicielles des systèmes de détection incendie et de l'Unité d'Aide à l'Exploitation ;
- La maintenance préventive et corrective des dispositifs actionnés de sécurité et dispositifs de commandes ;
- La maintenance préventive des systèmes de désenfumage naturels des circulations verticales et locaux.

Elles incluent les frais de main-d'œuvre, de déplacements ainsi que la fourniture des pièces de rechange sauf exclusions prévues au paragraphe 6.6

6.2- Maintenance préventive :

- Les visites de maintenance préventive ont pour objet de réduire la probabilité des pannes et de maintenir dans le temps les performances des installations à un niveau pouvant remplir l'intégralité de leurs fonctions

- ♦ Les prestations correspondantes figurent aux annexes 1-1 et 1-2 du présent CCATP.

6.3 - Remplacement des détecteurs et des batteries d'alimentation de secours :

- Le remplacement à l'identique des détecteurs ioniques et optiques de fumée et des batteries de secours par échange standard a pour objet de garantir dans le temps le niveau de performance de ceux-ci.

- Le reconditionnement des détecteurs ioniques est réalisé par le constructeur ou sous sa responsabilité par une société agréée par lui, elle-même titulaire d'une autorisation de la CIREA.

- Le reconditionnement des détecteurs optique est réalisé par le constructeur ou par une société agréée
- ♦ La nature des prestations correspondantes figurent dans l'annexe 2 du présent CCATP.

6.4 - Maintenance corrective :

Les opérations de maintenance correctives consistent en la correction des défauts de fonctionnement et à la remise en état opérationnel des SSI et des alimentations par batteries et des DAS (volets clapets, tourelles etc.).

Elles concernent aussi, suite à leur panne, l'échange des divers éléments qui constituent les SSI par d'autres de qualité et fonctions équivalentes ou supérieures.

Ces opérations ont lieu sur site ou dans les locaux du Titulaire ; le déplacement et la main-d'œuvre sont à la charge du Titulaire.

Elles peuvent être déclenchées :

- Suite à un dysfonctionnement du matériel, constaté par le CESAME ;
- Suite à la détection d'une anomalie constatée lors des opérations de maintenance
- ♦ La liste des équipements composant le SSI figurant à l'annexe 5 du présent CCATP.

6.5 - Autres prestations :

Le titulaire s'engage à assurer durant le contrat :

- **Le contrôle des plans de recollement fournis par le CESAME au regard de l'état réel des installations.**
- **La fourniture des divers documents réglementaires de conformité et d'associativité concernant les systèmes de détection incendie installés au CESAME**
- **L'assistance téléphonique**
- **Trois journées de formation des personnels de maintenance et des agents de la cellule sécurité, sur les procédures d'exploitation et les technologies des installations SSI.**

6.6 - Prestations hors forfait non comprises dans le contrat :

Les prestations suivantes sont exclues du montant forfaitaire :

a) la surveillance et l'exploitation du SSI.

b) les interventions sur les installations objet du présent contrat, entraînées par des défaillances dues à des causes étrangères :

- incendie, explosion, foudre, inondation, produits nocifs, dégradations des superstructures du bâtiment,
- défaut des dispositifs touchant à l'environnement de l'installation (coupures d'électricité...),
- actes de vandalisme sur le matériel

c) les interventions sur les installations suite à un fonctionnement normal consécutif à un déclenchement manuel ou automatique du système de sécurité :

- remise en état de veille,

- remise en position d'attente des dispositifs actionnés de sécurité (DAS)

d) les interventions entraînées par des modifications ou réparations des installations effectuées par du personnel non expressément mandaté par le titulaire sauf dans le cas précisé au chapitre 7-3-2.

e) les interventions sur les dispositifs actionnés de sécurité non asservis au système de sécurité incendie et assurant une fonction exclusive de sûreté.

f) les travaux de modification, d'extension des installations existantes et la mise à jour des plans de recollement

g) le renouvellement à neuf des équipements suivants faisant partie du SSI :

- les sondes gaz
- les tableaux de signalisation du SDI
- les centralisateurs de mise en sécurité (CMSI)
- les dispositifs adaptateurs de commande (DAC)
- les DAS (portes coupe-feu – volets et clapets CF – exutoires – ouvrants télécommandés en façade etc.)
- les ventilateurs de désenfumage et leurs coffrets de relayage
- les dispositifs de verrouillage électromagnétiques
- les équipements d'alarme (diffuseurs – BAAS – AGS)
- les dispositifs de commande manuelle (DCM – DCMR)

h) la remise en état électrique des moteurs des ventilateurs de désenfumage

Les travaux et les fournitures hors forfait doivent faire l'objet d'un devis de la part du titulaire et d'un bon de commande du CESAME.

6.7 – Caractéristiques des installations :

La description des équipements composant les installations SSI du Centre de Santé Mentale Angevin est indiquée à l'annexe 5 du présent CCATP.

7) MODALITES D'EXECUTION

Les prestations sont exécutées selon les modalités suivantes :

7.1 - Visites de maintenance préventive :

7.1.1 - Périodicité :

La périodicité pour les systèmes de détection incendie et les Dispositifs actionnés de sécurité sera conforme à la norme NFS 61-933 paragraphe 7.7

La périodicité, pour les systèmes de désenfumage naturel des circulations verticales, sera d'une visite par an. Celle-ci pourra coïncider avec la maintenance préventive des systèmes de détection incendie.

Le titulaire précise dans son offre, le temps prévisionnel prévu pour assurer la totalité des opérations de maintenance préventive décrites aux annexes 1 et 2 du CCATP.

Le titulaire joint à son offre le planning prévisionnel annuel des opérations de maintenance préventive.

7.1.2 - Dates et heures :

Les dates et heures de visite sont fixées avec un préavis de 15 jours en accord avec du Chargé de sécurité ou de son représentant.

Le titulaire intervient pour l'exécution des visites durant les jours ouvrés **de 8h à 18 heures**. Si l'une des deux parties désire déplacer une visite, elle en informe l'autre au moins quarante-huit heures (jours ouvrés), avant la date prévue.

Les visites de maintenance préventive ne peuvent pas être effectuées en même temps que les dépannages ou réparations.

7.1.3 - Information du représentant du titulaire:

Le personnel du titulaire chargé de la visite doit se présenter à la cellule sécurité dès son arrivée au CESAME.

7.1.4 - Assistance du représentant du titulaire :

Pour la réalisation des prestations par le personnel du titulaire, la cellule sécurité doit :

- ♦ L'informer des règles et mesures de sécurité en vigueur dans l'établissement,
- ♦ Lui faciliter l'accès aux locaux, aux matériels à maintenir,
- ♦ Lui fournir tous les documents nécessaires dans l'exécution du contrat,
- ♦ L'assister dans l'exécution de certaines tâches, particulièrement quand les locaux ou leur contenu peuvent présenter des risques particuliers,
- ♦ L'accompagner uniquement dans les zones sensibles de l'établissement définies par l'activité du CESAME

7.1.5 - Temps maximum d'indisponibilité :

La durée d'indisponibilité de tout ou partie d'une installation, pendant l'intervention du titulaire, ne doit pas être supérieure à 8 heures.

Lorsque le titulaire prévoit que la durée d'indisponibilité réelle va dépasser la durée de base indiquée ci-dessus, il en informe le Chargé de sécurité ou son représentant et définit avec lui les moyens de sécurité à sa charge à mettre en œuvre pendant cette carence.

7.1.6 - Propositions d'intervention :

Si le titulaire constate que des travaux sont à effectuer ou nécessitent une intervention urgente sous peine que l'installation ne soit plus en mesure de remplir la totalité de sa mission, il doit informer le chargé de sécurité au son représentant et lui formuler ses propositions d'intervention.

Le titulaire peut donner tout conseil qu'il juge utile sur la conception et l'exploitation des installations et les améliorations à apporter.

7.2 - Remplacement des détecteurs et batteries :

7.2.1 - Fréquence :

Les détecteurs ioniques et optiques de fumées seront remplacés obligatoirement tous les 4 ans de manière forfaitaire, suivant la norme NFS - Remise en service, le quantitatif approximatif est fourni en annexe 5. Ils ne peuvent être conditionnés sur place, il y a donc lieu de procéder à leur échange à l'identique avec retour au constructeur. Les détecteurs optiques de fumée de type ALGOREX et SINTESO tous les 6 ans quantitatifs fournis en annexes.

Le titulaire assurera le remplacement des batteries d'accumulateurs des SDI et CMSI tous les quatre ans et des piles 3^{ème} source tous les ans ou avant en cas de défaillance.

Le titulaire précise dans son offre le temps prévisionnel prévu pour le remplacement des détecteurs par bâtiment.

7.2.2 - Aspect réglementaire du reconditionnement des détecteurs ioniques :

L'autorisation, de reconditionner les détecteurs à chambre de ionisation, est délivrée par le CIREA (Commission Interministérielle des Radioéléments Artificiels). Le reconditionnement doit s'effectuer dans un laboratoire spécialisé. Les détecteurs ioniques ne pouvant être reconditionnés sur place, le titulaire procède à leur échange à l'identique (type et caractéristiques) avec retour au constructeur ou à une entreprise agréée par lui-même titulaire d'une autorisation de la CIREA.

Après traitement, les détecteurs ioniques doivent être marqués d'une vignette «**NF Reconditionnement**».

7.3 - Maintenance corrective :

7.3.1 - Délais des interventions :

Le titulaire doit assurer une permanence **téléphonique 24 h / 24 h tous les jours de l'année** (exemple Hot Line).

Sur simple appel téléphonique du CESAME, du Chargé de sécurité ou de son représentant, les dépannages et réparations sont effectués dans un délai maximal d'intervention de 8 heures compris la remise à disposition des installations.

En cas de panne grave dûment constatée entraînant l'arrêt de fonctionnement de tout ou partie des installations (SDI et / ou CMSI), les interventions sont faites **24 h / 24 h tous les jours de l'année**.

Dans les autres cas, les interventions sont faites **tous les jours de l'année entre 8 heures et 18 heures**.

Dans le cas des interventions hors forfait énumérées à l'article 6 – 6, le délai de remise à disposition des installations est de 8 heures.

Le délai court à compter de l'heure de l'appel téléphonique et se termine à la date et l'heure du constat de la réparation par le Chargé de sécurité ou de son représentant.

7.3.2 - Modalités des interventions :

Le titulaire s'engage à adresser un fax à la cellule sécurité pour confirmer son intervention en précisant le numéro de l'ordre de service.

Le personnel du titulaire chargé du dépannage doit prévenir le chargé de sécurité ou son représentant dès son arrivée dans chacun des établissements du CESAME.

Les travaux de réparations doivent être effectués de manière à réduire au minimum la durée d'interruption du fonctionnement des installations.

A l'issue des travaux, le titulaire doit s'assurer que l'installation a effectivement recouvré son état de référence.

En cas de difficultés de remise en état de fonctionnement des installations dans les délais définis en 7.3.1, il en informe le Chargé de sécurité ou son représentant. Ce dernier en accord avec le titulaire, détermine les mesures compensatrices destinées à maintenir la sécurité à niveau satisfaisant.

Dans le but d'assurer la sécurité des personnes et des biens, les agents de la cellule sécurité du CESAME, peuvent intervenir en cas de panne ; le titulaire donne par avance son accord à ces interventions, considérées comme mesures de sauvegarde.

Aucune intervention de maintenance corrective ne peut être considérée comme une visite de maintenance préventive, et par la même, s'y substituer.

7.4 - Assistance téléphonique :

L'assistance téléphonique est la mise à disposition d'un numéro de téléphone permettant un diagnostic à distance par un technicien de chaque établissement, **24h/24h tous les jours de l'année** avec une réponse sous un délai de **2 heures** de la part du titulaire.

7.5 - Fournitures :

Le titulaire a à sa charge la fourniture de toutes les pièces de rechange, composants ou organes nécessaires pour assurer la maintenance des équipements sauf dans les conditions d'exclusions prévues aux paragraphes 6.6.

Le titulaire doit constituer un stock de pièces de rechange de première urgence selon les indications de chaque constructeur de matériel. La liste de ces pièces doit figurer dans son offre.

Le stock doit être disponible en permanence au CESAME.

Tous les produits consommables, indispensables à la bonne marche des installations sont à la charge du titulaire.

Les fournitures doivent être conformes aux prescriptions du constructeur ou spécifiées comme compatibles par ce dernier.

Pour chaque remplacement de pièces de rechange, la main-d'œuvre et les déplacements sont inclus dans le forfait, sauf pour les interventions et fournitures décrites à l'article 6.6.

8) CONDITIONS D'EXECUTION

Les prestations sont exécutées dans les conditions ci-après :

8.1 - Prise en charge des installations en début de contrat :

Un procès-verbal contradictoire des installations est établi au début de l'exécution du contrat.

Le titulaire déclare être parfaitement informé des installations dont il assure la maintenance. En conséquence, le titulaire peut procéder à toutes vérifications et relevés nécessaires. Il doit signaler dans un délai de 30 jours à la date de prise d'effet du contrat, toute anomalie grave ne lui permettant pas de remplir ses obligations contractuelles ou mettant en cause la bonne marche d'une partie des installations.

Ce délai écoulé, le titulaire ne peut se prévaloir de ses propres oublis ou manquements, ou ceux des entreprises qui ont réalisé ou entretenu auparavant les installations pour se substituer à son obligation de résultat.

8.2 - Remise des installations en fin de contrat :

Le titulaire s'engage à laisser en fin d'exécution du contrat les installations en parfait état d'entretien et de fonctionnement.

A cet effet, un état contradictoire est réalisé un mois avant l'expiration du contrat.
En cas de contestation, un expert est délégué d'un commun accord.

Toute dépense pour la remise en état des installations ou des documents provenant d'un manquement du titulaire aux obligations du contrat lui est retenue ou facturée.

8.3 - Documentation technique :

La documentation technique générale remise par les installateurs aux établissements est transmise au titulaire. Ce dernier assure la mise à jour des schémas, plans de recollement, textes du SSI et de l'U.A.E. en cas de modification des installations dans le cadre du contrat.

Le titulaire doit s'assurer de la conformité des plans de recollement et signaler les corrections nécessaires s'il constate toute erreur sur les documents mis à sa disposition.

La documentation reste la propriété du CESAME et n'est utilisée par le titulaire qu'aux fins de l'exécution du contrat.

8.4 - Sécurité :

Le titulaire du contrat doit enseigner au personnel placé sous son autorité les diverses consignes de sécurité générales et particulières au CESAME, qui lui ont été communiquées par le chargé de sécurité ou son représentant et contrôler fréquemment que ces consignes soient parfaitement connues des intéressés.

Le titulaire est tenu de respecter la réglementation en vigueur en matière d'hygiène et de sécurité.

A ce titre, le titulaire applique les dispositions de la réglementation sur la protection des travailleurs contre les rayonnements ionisants (décret n°2003-296 du 31 mars 2003). Toute intervention directe sur une source radioactive en dehors d'un laboratoire spécialisé est interdite.

Un plan de prévention annuel est établi en collaboration avec la personne publique de chaque établissement conformément au décret du 20/02/92.

Dans le cas où la sécurité des personnes ou des biens est en cause, le titulaire prend les mesures d'urgence qui s'imposent et il en informe le chargé de sécurité ou son représentant.

Le personnel du titulaire doit témoigner une attitude respectueuse envers les patients en soin au CESAME. Toutes les informations relatives à ceux-ci, dont Le personnel du titulaire aura à sa connaissance, exigent une confidentialité absolue.

8.5 - Accès - interventions :

Le chargé de sécurité ou son représentant doit être informée de toute opération de maintenance sur le SSI et de ses conséquences, afin de lui permettre d'apprécier les mesures compensatrices éventuellement nécessaires.

Le personnel du titulaire doit obligatoirement être muni d'un badge nominatif avec le nom de l'entreprise pour toute intervention dans un établissement.

Les personnes désignées par écrit par le titulaire sont seules autorisées pour la maintenance des installations objet du contrat. Si les interventions sont réalisées par une équipe, le responsable est nommément désigné par le titulaire.

Le personnel du titulaire a accès aux locaux équipés des installations à entretenir.

Le chargé de sécurité ou son représentant doit fournir au titulaire les moyens d'accès au matériel installé et prendre toutes les mesures, en vue d'assurer sa sécurité. Il doit également mettre gratuitement à disposition du titulaire l'énergie nécessaire à l'accomplissement des tâches relevant de ses prestations.

Le titulaire ne peut se prévaloir, ni pour se soustraire aux obligations du contrat, ni pour élever aucune réclamation, des sujétions qui peuvent être occasionnées par les activités des occupants des locaux, notamment par l'interruption ou le report de toute opération de maintenance décidé par le CESAME.

8.6 - Personnel du titulaire :

Le titulaire dont la responsabilité est permanente doit fournir le personnel nécessaire à la maintenance de l'ensemble des installations concernées par le présent contrat.

A cet égard, le titulaire indique à l'appui de son offre les moyens humains, organisationnels et matériels dont il dispose pour assurer les visites de maintenance préventive, corrective et les astreintes dans les délais imposés par le CCATP.

Les personnels chargés d'exécuter les prestations de maintenance des SSI, doivent être qualifiés et formés pour intervenir en conformité avec les opérations prévues par le constructeur de chaque équipement et par les annexes 1, 2 et 3 du présent CCATP.

Les opérations de maintenances correctives doivent être réalisées uniquement par un personnel habilité pour intervenir sur le SSI aux niveaux d'accès III et IV conformément à la norme 61 931.

A ce titre le titulaire doit spécifier dans son offre les noms, qualifications, formations, expériences des personnels affectés à la maintenance curative.

Le numéro de téléphone où, peut être joint en permanence un responsable du titulaire, est précisé dans l'offre.

Le titulaire ne peut pas exciper du fait de grève, maladie ou absence de son personnel pour ne pas remplir ses obligations contractuelles.

8.7 - Outillage :

Le titulaire est tenu de mettre à la disposition de son personnel tout l'outillage et les appareils de mesure et de contrôle nécessaires pour assurer la maintenance des installations, objet du présent contrat.

Si de l'outillage et des matériels appartenant au CESAME sont prêtés au titulaire, celui-ci les met en œuvre sous sa propre responsabilité.

8.8 - Travaux de refonte ou de modification :

Si le CESAME envisage d'apporter des modifications aux installations, il en informe préalablement le titulaire. Le CESAME se réserve le droit de consulter et de faire exécuter les travaux par l'entreprise de son choix autre que le titulaire. Dans ce cas, l'établissement doit aviser le titulaire une semaine à l'avance, des dates d'intervention des entreprises.

8.9 - Modifications par le titulaire :

Aucune modification technique ne peut être apportée aux installations par le titulaire et à ses frais, sans que le CESAME en ait été préalablement informé. Ces modifications font l'objet d'un accord préalable prévoyant en fin d'exécution du contrat, soit la remise en l'état initial, soit la cession de la modification à l'établissement. Le titulaire chargé de procéder aux modifications doit fournir les documents (plans - schémas...) permettant la mise à jour du dossier SSI.

8.10 - Installations neuves :

Dans le cas d'une installation neuve, le titulaire est invité à assister à la réception et formule à la personne publique ses observations.

Les installations ou matériels neufs mis en service après le 1er janvier 2012 seront incluses, automatiquement, dans le contrat.

8.11 - Visites périodiques réglementaires :

Le CESAME est chargé de l'exécution à ses frais des vérifications périodiques réglementaires par un organisme agréé.

9) OBLIGATIONS DES PARTIES :

9.1 - Obligations du titulaire :

Le titulaire a fondé son consentement sur la base de la définition des besoins effectuée par le CESAME dans le CCATP.

Le titulaire déclare avoir demandé toutes les informations et/ou documents qui lui seraient nécessaires, pour prendre la mesure exacte des besoins du CESAME.

Il s'engage donc à réaliser des prestations de maintenance commandées par le CESAME dans le respect des spécifications contractuelles, des règles de l'art et des normes en vigueur au moment de l'exécution de la prestation.

Dans le cadre de son obligation de conseil, le titulaire doit :

- informer par écrit le CESAME de toute non-conformité des installations à la réglementation en vigueur
- signaler par écrit au CESAME le non-respect par ce dernier de certaines consignes ou obligations qui pourraient avoir pour effet de provoquer des défauts de fonctionnement des installations,
- proposer par écrit, dans les meilleurs délais, les solutions pour remédier à tout problème qu'il pourrait déceler
- dès lors qu'il prendra connaissance de quelque façon que ce soit de données informatiques et d'informations à caractère personnel ou d'informations liées à l'activité du CESAME, le titulaire s'engage expressément à n'en faire aucun usage, ni communication à des tiers.

Le titulaire doit émarger le registre de sécurité spécifique à chaque bâtiment équipé d'un SSI.

9.2 - Obligations du CESAME :

Le CESAME n'est pas exonéré des obligations qui résultent pour lui de l'observation de la réglementation en vigueur.

Le CESAME assure l'exploitation et exerce la surveillance courante des installations en suivant les spécifications des constructeurs. Le chargé de sécurité ou son représentant doit consigner sur le registre de suivi des événements tous défauts constatés et en informer le titulaire.

9.3 - Obligations communes :

Le titulaire et le CESAME désignent par écrit un ou des responsables chargés du suivi du contrat de maintenance.

10) CONTROLES DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

10.1 - Généralités :

L'application du contrat fait l'objet de contrôles périodiques qualitatifs et quantitatifs destinés à constater et évaluer le maintien du niveau de performance des installations.

De ce fait, le titulaire est tenu de se prêter aux contrôles de la bonne exécution de ses prestations à tout moment par la cellule sécurité du CESAME.

Ces contrôles ne dégagent en rien la responsabilité du titulaire qui demeure pleine et entière.

Toute anomalie constatée peut être assimilée à une panne dès lors qu'elle a été notifiée au titulaire.

10.2 - Moyens de contrôle :

10.2.1 - Réunion d'exploitation :

Une réunion annuelle est programmée à date et heure fixées par le chargé de sécurité et le titulaire.

Cette réunion permet de faire le bilan du contrat de maintenance et de définir les actions éventuelles à mener. Un compte rendu de réunion est établi par le coordonnateur pour en suivre l'évolution.

10.2.2 - Documents d'exploitation :

*** Registre de maintenance :**

Toutes les opérations de maintenance doivent faire l'objet d'un enregistrement **dans le registre de maintenance** de chaque SSI.

Un exemplaire du registre de maintenance du SSI doit être joint à l'offre.

*** Rapports de visite :**

- Un rapport est adressé au CESAME après chaque intervention de maintenance dans un délai de 15 jours maximum.

Chaque rapport sera organisé par bâtiment et comme suit :

- Chapitre Détection incendie
- Chapitre DAS
- Chapitre désenfumage naturel des circulations verticales

Les différents rapports seront également remis sous la forme de données numériques au format EXCEL®.

La transmission de ces données s'effectuera par un moyen approprié (support de données ou messagerie électronique).

Une version en format PDF devra également être fournie

Ce document mentionne :

- ♦ Les résultats constatés des examens, inspections, essais et contrôles effectués,
- ♦ Les observations particulières relevées,
- ♦ Les travaux de réparations réalisés,

- ♦ L'analyse des causes en cas d'intervention pour maintenance corrective,
- ♦ Les mesures prises éventuellement pour assurer la continuité du service et maintenir la sécurité.

*** Reporting des interventions :**

Lors de la réunion annuelle, le titulaire doit transmettre un document comprenant :

- Un état annuel des actions correctives par établissement (nombres d'interventions et volume d'heures)
- Un état annuel des détecteurs remplacés par bâtiment dans chaque établissement
- Un état annuel du temps passé en maintenance préventive par établissement

*** Modifications :**

Après toutes modifications des installations effectuées durant le du présent contrat, le titulaire, doit mettre à jour les plans, schémas d'installations, MM8000, les textes et transmettre au CESAME un exemplaire des plans modifiés.

10.2.3 - Vérifications périodiques :

Les vérifications ont pour objet de constater et d'évaluer par des essais qualitatifs l'état réel des installations. Ces vérifications pourront coïncider avec les visites de maintenance du titulaire.

Un compte rendu de ces vérifications réalisé par un organisme agréé ou le technicien compétent de chaque établissement, est transmis au titulaire. Les travaux de réparations qui seraient jugés nécessaires y seront explicitement mentionnés.

10.2.4 - Indicateurs :

*** Quantitatifs :**

- La disponibilité des installations en termes de temps de bon fonctionnement
- La productivité du titulaire qui se mesure en termes de temps de réaction moyen devant une demande d'intervention
- Le constat de la dérive du prix forfaitaire (prestations hors forfait)

*** Qualitatifs :**

- La qualité de la préparation : documentation, outillages et pièces de rechange requis
- La formation / qualifications des personnels d'intervention
- La qualité et la célérité du retour d'expérience (comptes rendus d'intervention – saisie des historiques...)
- La qualité des services procurés mesurée en terme de non-conformités constatées.
- Le maintien en bon état des installations
- La tenue des documents de maintenance

10.3 - Décisions après contrôle :

En cas de défaillance ou de litige avec le titulaire, le CESAME peut, suivant le cas :

- ♦ Refuser la prestation qui doit être recommencée,
- ♦ Demander un contrôle contradictoire, exécuté au titre du contrat. Les frais engagés pour ces contrôles supplémentaires sont à la charge du titulaire s'ils démontrent un non-respect des prestations exécutées par celui-ci,
- ♦ Appliquer les pénalités prévues à l'article 18,
- ♦ Demander réparation aux frais du titulaire.

11) RESPONSABILITES

Le titulaire du contrat assume la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations. En conséquence, il est seul responsable des dommages :

- Causés directement ou indirectement pendant ses interventions à son personnel, au personnel du CESAME ou à des tiers,
- A ses biens, aux biens appartenant à la collectivité publique ou à des tiers,
- Causés par la carence des installations imputable à la maintenance et se produisant en dehors de ses interventions.

Le titulaire est soumis à une obligation de résultat pour l'exécution des prestations objet du contrat, sauf démonstration par celui-ci d'un cas de force majeure ou d'une faute de la personne publique ou d'un tiers.

La responsabilité du titulaire peut être dérogée lorsque la preuve établie démontre que le titulaire a été dans l'impossibilité matérielle d'assurer sa prestation par le fait du CESAME ou par des causes non imputables à sa prestation (remplacement pièce sans autorisation, destruction par des tiers, vols, sinistres...).

Après son intervention, le titulaire remet dans l'état de propreté trouvé à son arrivée, les locaux dans lesquels il a été amené à intervenir.

12) ANNEXE 1 MAINTENANCE PREVENTIVE

12.1 – Maintenance préventive des systèmes de détection incendie :

Le titulaire procède au cours de chaque visite de maintenance préventive aux opérations suivantes :

1 – Examens des documents d'exploitation :

Examen de la conformité du SSI au dossier d'identité,
Vérification du registre de maintenance (enregistrement des actions de maintenance – réalisation des essais de fonctionnement etc.),
Examen des conditions d'exploitation (notices – instructions de manœuvre – schémas de principe – plans des installations)
Base de données ayant servi à la programmation

2 – Inspection visuelle des installations :

a) Examen des états :

Des détecteurs et date de leur dernier reconditionnement
Du câblage des installations
Des tableaux de signalisation
Des alimentations électriques de sécurité du SDI, CMSI ou des coffrets de relayage. Ainsi que la source auxiliaire (pile).
Des alimentations pneumatiques de sécurité.
Des écrans, récepteurs, transmetteurs, pc, imprimantes
Unité gestion des alarmes (UGA)
Des dispositifs commandés terminaux (DCT) comprenant :

* les dispositifs actionnés de sécurité asservis au CMSI (DAS) :

- . Portes coupe-feu
- . Clapets coupe-feu
- . Coffrets de relayage pour ventilateur de désenfumage
- . Volets de désenfumage pour conduits ou de transfert
- . Ouvrants télécommandés façade et exutoires
- . Dispositifs de verrouillage des issues de secours

* Les équipements d'alarme (DS – AGS – BAAS)

Les dispositifs de commande manuelle (DCM – DCMR)

b) Vérifications :

Du positionnement des détecteurs au regard des modifications du risque survenues depuis la précédente visite
Du câblage au droit de chaque DAS
Des organes de télécommande et de contrôle
Des organes mécaniques
Des obstructions éventuelles au bon fonctionnement et de l'environnement

3 – Vérifications fonctionnelles et opérations de maintenance préventive :

3-1 – Tableaux de signalisation (S.D.I/C.M.S.I)

Vérifications et essais :

- * Nettoyage
- * Repérage par étiquettes
- * Serrage des connexions
- * Test lampes – signalisations lumineuses
- * Alarmes sonores
- * Signalisation de mise En/Hors service
- * Alarmes défauts

- Contrôles des sources d'alimentation électrique et de la commutation :

*** Source principale :**

Contrôle tension – intensité. Isolement

- . Continuité du conducteur de protection – mise à la terre
 - . Caractéristiques des protections électriques
 - . Coupure secteur – commutation sur source secondaire

*** Source secondaire (AES) :**

- . Dépoussiérage
- . Contrôle tension – intensité
- . Réglage des intensités et tensions de charge des batteries
- . Serrage des connexions
- . Niveau électrolyte si nécessaire
- . Protections électriques
- . Essais d'autonomie pendant un temps déterminé

Source auxiliaire (SDI) :

- . Test de la pile pour bouton d'essai

3-2 – Essais des détecteurs : (SDI)

3-2-1 Essais d'alarme :

Réaliser les essais à l'aide d'appareils vérificateurs adaptés au type de détecteurs.

Effectuer essais d'alarme **de chaque détecteur d'incendie et de chaque déclencheur manuel une fois par an.**

Vérifier le fonctionnement et la signalisation des fonctions supplémentaires intégrées.

Effectuer des essais sur la source secondaire pour **au moins une boucle ou une zone par installation.**

Après mise en alarme feu d'un détecteur sur une boucle ou zone, vérifier qu'après l'arrêt du signal sonore, correspondant à l'alarme feu, celui-ci reste disponible pour toute autre alarme feu sur une autre boucle.

Contrôler le fonctionnement des indicateurs d'actions.

3-2-2 - Essais de dérangement :

Sur chaque boucle ou zone, provoquer au moins un dérangement suivant :

- * Court-circuit, coupure ou dépose d'un détecteur
- * Vérifier les signalisations lumineuses et sonores correspondantes
- * Veiller au rétablissement du service normal de l'installation

3-2-3 Détection multi ponctuelle :

Contrôler et dépoussiérer le réseau de prélèvement.

Tester l'alarme d'obturation du réseau.

Réaliser essai de détection (hors présence secteur pour les systèmes secours).

Vérifier l'alarme dérangement, d'une part la mise hors service de l'élément sensible du circuit aéraulique, et, d'autre part, l'arrêt de l'électro ventilateur.

Vérifier le point de consigne du dispositif de contrôle du circuit aéraulique.

3-3 Essais des Unité d'aide à l'exploitation :

- Effectuer les essais, d'un point, pour chaque zone de détection du fonctionnement de la transmission d'alarmes feu et dérangement aux postes de surveillance où sont implantées les deux unités d'aide à l'exploitation (P.C, écran, imprimante, terminal déporté etc.).

- Effectuer les essais des dispositifs de transmission d'alarme tels les transmetteurs téléphoniques, systèmes de recherche de personne, etc.

- Modification des textes sur unité d'aide à l'exploitation à la demande du Chargé de sécurité ou de son représentant en cas de changement de destination ou de travaux réalisés dans des locaux.

3-4 – Essais des équipements d'alarme :

- Vérifier le fonctionnement des équipements d'alarme (alarme générale, générale sélective ou restreinte) pour chaque boucle ou zones testées.

3-5 – Essais des dispositifs actionnés de sécurité :

3-5-1 Vérification des automatismes :

Les essais sont réalisés à partir de la mise en alarme des boucles ou zones de détection correspondantes aux zones de mise en sécurité (ZC – ZF – ZA) ou en mode manuel depuis U.C.M.C.

Vérifications fonctionnelles réalisées sur chaque DAS :

- * des ordres de télécommandes
- * de la conformité de la position de sécurité
- * des signalisations des positions d'attente et de sécurité
- * des fonctions arrêt et réarmement des coffrets de relayage

Pour le SSI de catégorie A comportant plus de deux ZS, les essais fonctionnels doivent être réalisés en deux visites. Pour chaque scénario, lors d'une de ces visites les essais seront effectués en mode manuel depuis l'U.C.M.C. et lors de l'autre visite, en mode automatique partir du déclenchement d'un des éléments choisi de façon aléatoire dans ZD considérée.

Essais des dispositifs de relayage de mise en sécurité tels que le non-stop ascenseur, l'arrêt de la ventilation, l'ouverture des portes automatiques etc. à partir d'une zone de détection.

3-5-2 Contrôle visuel :

- **Examen visuel direct de chaque DAS**, y compris ceux qui disposent d'un contrôle de position sur l'U.S. et d'un réarmement à distance.

- **Vérifier :**

- * le passage en position de sécurité des DAS télécommandés
- * l'état mécanique de la rotation du DAS
- * du bon changement d'état de chaque organe mécanique

3-6 Essais des dispositifs de commande :

Essais de tous les dispositifs de commande au sens de la norme NFS 61-938 (DCM – DCMR – DCS – DAC).

3-7 Remise en position d'attente :

A la suite des opérations effectuées aux paragraphes 3-5 et 3-6, le titulaire doit, en présence du représentant qualifié de la personne publique remettre en position d'attente le DAS et s'assurer que les installations sont en totalité en état de veille.

4 – La maintenance corrective des organes commandés:

Les pannes et dysfonctionnement d'ordres mécanique et / ou électrique constatés sur le SDI, le CMSI, les dispositifs actionnés de sécurité, dispositifs de commandes et les équipements d'alarme, sont inclus dans la prestation de maintenance.

Le titulaire procède à une inspection technique, doit remédier aux anomalies et remettre l'installation et le matériel en bon état de fonctionnement.

A ce titre le titulaire assure, si nécessaire, maintenance préventive et corrective :

- des organes de rotation
- des clapets et volets coupe-feu
- des dispositifs de verrouillage pour issues de secours
- des fermes-portes en pivots de sol ou en linteau et des sélecteurs des portes coupe-feu asservies
- des volets de désenfumage, des exutoires et ouvrants en façade
- les contacts de défauts de position d'attente ou de position de sécurité
- les resserrages des connexions électriques
- des fixations des DAS et DCM.

5 – Limites de prestations :

La déformation, l'oxydation ou la décomposition des ouvrants, exutoires de désenfumage, des réseaux aérauliques de désenfumage et des battants (portes, volets etc.).

La détérioration de l'état de surface des châssis, conduits et battants.

Les essais réels d'enfumage et de désenfumage.

La maintenance des moteurs des ventilateurs de désenfumage si panne électrique.

La détérioration accidentelle ou intentionnelle des organes.

- Lexique des abréviations :

- CMSI : centralisation de mise en sécurité
- DAC : dispositif adaptateur de commande
- DAS : dispositif actionné de sécurité
- DCM : dispositif de commande manuelle (DCM – DCMR – DCS)
- DCT : dispositif de commande terminale (DAS et EA)
- DM : déclencheur manuel
- EA : équipement d'alarme
- SDI : système de détection incendie

12.2 – Maintenance préventive des installations de détection automatique des gaz et vapeurs inflammables :

Le titulaire procède au cours de chaque visite de maintenance préventive aux opérations suivantes :

1 – Examen des documents d'exploitation :

Instructions de manœuvre.
Notices d'exploitation.
Registre d'entretien de l'installation.
Schémas de principe et plans d'installation.

2 – Inspection visuelle de l'installation :

Etat du câblage, de la centrale de mesures, des diffuseurs sonores et lumineux.
Etat des sondes de détection gaz.
Etat des batteries d'accumulateurs et de la source auxiliaire (pile).
Contrôle de la conformité de l'installation au regard du risque.

3 – Contrôles techniques et opération de maintenance :

. Nota important :

Avant toute manipulation, les commandes d'asservissement (arrêt chaudière – coupure électrovanne gaz etc.) sont neutralisées par le titulaire qui doit veiller à leur remise en service après les opérations de maintenance sauf en cas d'accord du Chargé de sécurité ou de son représentant

3-1 Centrale gaz :

Vérifications d'essais :

- . Nettoyage
- . Repérage par étiquettes
- . Serrage des connexions – raccordements électriques
- . Tests lampes – signalisations lumineuses
- . Alarmes sonores
- . Signalisation de mise En/Hors service
- . Alarmes défauts

Contrôles des sources d'alimentation électrique et de la commutation.

Source principale (secteur) :

- . Contrôle tension intensité
- . Isolement
- . Continuité du conducteur de protection
- . Mise à la terre
- . Caractéristiques des protections électriques
- . Coupures secteur – commutation sur source secondaire

Source secondaire (batteries d'accumulateurs)

- . Dépoussiérage
- . Contrôle tension intensité
- . Réglage des intensités et tension de charge des batteries
- . Serrage des connexions
- . Niveau électrolyte si nécessaire
- . Protections électriques
- . Essais d'autonomie pendant un temps déterminé

Source auxiliaire :

- . Test de la pile par bouton d'essai.

3-2 Sondes de détection gaz :

- Contrôler **une fois par an** l'étalonnage des détecteurs.
- Procéder si nécessaire à l'étalonnage des détecteurs à l'aide du gaz spécifique à détecter selon notice et procédure du constructeur.

3-3 Essais de l'installation :

- Essai des alarmes (pré-alarme – alarme).
- Essai de fonctionnement des dispositifs de signalisation des dérangements.
- Essai des fonctions asservies (coupure gaz – arrêt chaudière...).
- Contrôle renvoi de synthèse à distance.
- Rétablissement des fonctions après contrôle.
- Formation du personnel chargé de l'exploitation de l'installation.

Nota : Si des perturbations sont à craindre pour le bon fonctionnement des installations protégées, le contrôle des asservissements s'effectue par simulation en vérifiant que l'ordre de commande parvienne jusqu'à l'organe intéressé.

12.3 – Maintenance corrective des systèmes de sécurité incendie :

Le prestataire doit exécuter toutes les réparations et remises en état après défaillance ou dérangement des équipements constituant le système de sécurité incendie :

- Système de détection incendie comprenant :

- * les détecteurs automatiques
- * l'équipement de commande et de signalisation
- * les déclencheurs manuels

- Système de mise en sécurité incendie (SMSI) comprenant :

- * le centralisateur de mise en sécurité incendie (CMSI) :
 - . L'unité de commande manuelle centralisée (UCMC)
 - . L'unité de signalisation (US)
 - . L'unité de gestion des alarmes (UGA)
- * les dispositifs de commande (DCM – DCMR – DCS – DAC)
- * les dispositifs actionnés de sécurité (DAS) assurant le compartimentage, le déverrouillage des issues de secours et le désenfumage
- * les équipements d'alarme (EA)
- * Les coffrets de relayage si absence de CMSI.

Les pannes et les dysfonctionnements d'ordres électrique et mécanique survenant aux DAS ou DCM sont inclus dans la prestation de maintenance ;

Seule est exclue la remise en état des moteurs des ventilateurs de désenfumage en cas de défaillance électrique.

La fourniture des pièces de rechange et composants est comprise dans le contrat de maintenance.

12.4 – Maintenance préventive des systèmes de désenfumage des circulations verticales :

La visite préventive annuelle comprendra au minimum :

- La manœuvre d'ouverture de l'élément ;
- La vérification de la tension des ressorts ;
- La vérification et graissage des câbles ;
- La vérification du déclenchement du treuil ;
- Le graissage de divers éléments et pièces en mouvement ;
- Le réglage du mécanisme d'ouverture et fermeture et du système de déclenchement ;
- Le contrôle des joints, des articulations, des fusibles, du système de déclenchement, des câbles et des tubes de liaison, des points de fixation des poulies de renvoi, des verrous, des percuteurs, des plombs, des systèmes de blocage, des différentes pièces d'usure ;
- Le resserrage des fixations et des pièces en mouvement;
- La vérification de l'ensemble du mécanisme ;
- Les essais d'ouverture ;
- La fourniture et le remplacement des cartouches de gaz nécessaire pour tous les essais ponctuels et les visites de maintenance préventive et corrective ;
- La vérification et nettoyage des électroaimants ;
- La remise de chaque appareil en position de sécurité ;
- Le plombage de l'appareil en remplacement de la glace à briser si nécessaire ;
- La traçabilité de la date du contrôle sur chaque élément ;
- Les essais d'ouverture ponctuels suite à la demande de la Cellule sécurité.et en sa présence

13) ANNEXE 2 REMPLACEMENT DES DETECTEURS IONIQUES ET OPTIQUES ET DES BATTERIES D’ALIMENTATION DE SECOURS

1- Nature des opérations :

- Remplacer, par échange standard, les détecteurs ioniques à reconditionner. Le reconditionnement est effectué dans les laboratoires spécialisés sous contrôle de la CIREA et conformément à la norme NF «Remise en service des détecteurs».
- Remplacer, par échange standard, les détecteurs optiques à réviser. La révision est effectuée également dans un laboratoire spécialisé.
- Remplacer les batteries d’alimentation de secours des SDI et CMSI et des alimentations secourues liées aux installations de sécurité incendie.
- Vérifier pendant l’échange sur chaque boucle, le signal de dérangement pour coupure de ligne, éventuellement court-circuit ou manque de détecteur.
- Vérifier le fonctionnement en alarme de tous les détecteurs remplacés à l’aide de l’appareil vérificateur adapté au type de détecteur.

2 - Aspect réglementaire du reconditionnement des détecteurs ioniques

Le reconditionnement des détecteurs est effectué selon :

- . Les conditions **du label NF «Reconditionnement»**
- . L’autorisation délivrée par la CIREA (Commission Interministérielle des Radioéléments Artificiels) de reconditionner les détecteurs à chambre d’ionisation.

Le reconditionnement doit s’effectuer dans un laboratoire spécialisé, construit suivant la réglementation en vigueur.

Les locaux et les équipements sont contrôlés annuellement.

Le personnel affecté à cette activité doit suivre une formation particulière tant sur le plan des techniques du reconditionnement que sur le plan de la radioprotection.

Chaque produit reconditionné est marqué d’une estampille bleue faisant apparaître la marque «**NF Reconditionnement**» ainsi que l’année et le repère «**N**» attribué à la marque.

3 - Principe de reconditionnement

Réception :

- Enregistrement administratif.
- Identification précise : type, modèle, année fabrication.
- Etablissement d’une fiche suiveuse.

Contrôle d’entrée :

- Etanchéité des sources.
- Etat mécanique.
- Contrôle visuel des sources.

Révision :

- Démontage complet.
- Frottis par détecteur et mesure d’une éventuelle contamination.
- Inspection des pièces sensibles - élimination des éléments non conformes.
- Nettoyage des pièces mécaniques.

- Nettoyage des éléments internes (électronique et source) en 4 phases de lavage (eau extra pure et ultrasons).
- Etuvage.
- Remontage du détecteur.

Contrôle électrique comportant selon le type du détecteur :

- 12 à 16 pas de test, identiques à ceux effectués lors de la fabrication neuve.
- Validation du test suivant norme ISO.
- Marquage (semaine/année du contrôle) - pose de la vignette NF.

Déverminage :

- Sous tension avec simulation d'alarme.

Durant toutes ces phases, tout produit ne rentrant pas dans les caractéristiques de mesure et de contrôle, est éliminé.

4 - Révision des détecteurs optiques de fumée :

- Principe de la révision :

La révision a pour objet de redonner aux détecteurs ses caractéristiques (mécaniques et électriques) d'origine

- Opérations effectuées lors d'une révision :

Contrôle d'entrée :

- . État mécanique

Révision :

- . Démontage complet
- . Inspection des pièces sensibles - élimination des éléments non conformes
- . Nettoyage des pièces mécaniques
- . Remontage du détecteur

Contrôles électriques identiques à ceux effectués lors de la fabrication neuve.

Marquage (semaine/année du contrôle) - pose de la vignette NF.

Déverminage sous tension avec simulation d'alarme.

Durant toutes ces phases, tout produit ne rentrant pas dans les caractéristiques de mesure et de contrôle est retourné au Laboratoire électronique pour réétalonnage.

11) ANNEXE 3 MAINTENANCE PREVENTIVE DES INSTALLATIONS FIXES D'EXTINCTION AUTOMATIQUE

Le titulaire procède au cours de chaque visite de maintenance préventive aux opérations suivantes :

1 – Examen des documents d'exploitation :

- Instructions de manœuvre.
- Notices d'exploitation.
- Registre d'entretien de l'installation.
- Schémas de principe et plans de l'installation.

2 – Inspection visuelle de l'installation :

- Etat du câblage, des tableaux de signalisation, des diffuseurs de signalisation sonores et visuels, des déclencheurs manuels, des détecteurs placés en ambiance et faux planchers.
- Etat des bouteilles de stockage de gaz extincteurs (date de ré épreuve – fixation), des flexibles de raccordement, des déclencheurs pyrotechniques, des vannes et des canalisations.
- Etat des batteries d'alimentation de secours et de la source auxiliaire (pile).
- Contrôle de la conformité de l'installation au regard du risque.
- Vérification de la structure des locaux protégés et de leur étanchéité compte-rendu de l'utilisation d'un agent extincteur gazeux.

3 – Contrôles techniques et opérations de maintenance préventive :

Nota Important :

- Avant toute manipulation, les commandes d'émission du gaz extincteur sont neutralisées par le titulaire qui doit veiller à leur remise en service après les opérations de maintenance.

3 – 1 Tableaux de signalisation

Vérification d'essais :

- . Nettoyage.
- . Repérage par étiquettes.
- . Serrage des connexions – raccordements électriques.
- . Test lampes – signalisations lumineuses.
- . Alarmes sonores.
- . Signalisation de mise En/Hors service.
- . Alarmes défauts.
- . Asservissements ventilation du local.

Contrôles des sources d'alimentation électrique et de la commutation.

*** Source principale (secteur) :**

- . Contrôle tension – intensité.
- . Isolement.
- . Continuité du conducteur de protection – mise à la terre...
- . Caractéristiques des protections électriques.
- . Coupure secteur – commutation sur source secondaire.

* Source secondaire (batteries d'accumulateurs)

- . Dépoussiérage.
- . Contrôle tension – intensité.
- . Réglage des intensités et tension de charge des batteries.
- . Serrage des connexions.
- . Niveau électrolyte si nécessaire.
- . Protections électriques.
- . Essais d'autonomie pendant un temps déterminé.

* Source auxiliaire :

- . Test de la pile par boutons d'essai.

3 – 2 Bouteilles de gaz extincteurs :

- Contrôle de la pression dans les bouteilles de FM 200 et d'azote.
- Remplacement si nécessaire de la ou des bouteilles dont la perte de pression ou de charge excède la limite autorisée par la réglementation.

3 – 3 Essais de l'installation :

Rappel : Le titulaire doit interdire le déclenchement du procédé d'extinction mais autorise le déroulement de toutes les séquences du système d'extinction et le teste de la partie détection.

- Essais de cycle d'extinction par secteur ou zone.
 - . 1 essai en cycle automatique.
 - . 1 essai en commande manuelle.
 - . Signalisations lumineuses.
 - . Diffuseurs sonores d'évacuation.
 - . Contrôle de la temporisation avant la commande d'extinction.
 - . Vérification par simulation des commandes d'extinction (déclencheurs pyrotechniques débranchés).
- Essais de fonctionnement des dispositifs de signalisation des dérangements.
- Essai des fonctions asservies (coupure ventilation, fermeture des clapets et portes, renvoi de synthèse à distance etc...)
 - * Rétablissement des fonctions après contrôles.
 - * Formation du personnel sur les consignes de sécurité.

- Nota :

* Si des perturbations sont à craindre pour le bon fonctionnement des équipements protégés (ordinateur par exemple), le contrôle des asservissements s'effectue par simulation en vérifiant que l'ordre de commande parvient jusqu'à l'organe intéressé.

11) ANNEXE 4 MAINTENANCE PREVENTIVE DE L'UNITE AIDE EXPLOITATION

1. DETAIL DES PRESTATIONS :

Le Titulaire procédera au cours de chaque visite aux opérations suivantes :

1.1 Examen des documents de modification des équipements raccordés.

- Carnet de contrôle du Système de Sécurité (registre de Sécurité APMIS de l'établissement notamment).
- Plan d'installation - schéma synoptique.
- Organisation des alarmes et des commandes.
- Conformité des programmes d'exploitation avec la programmation d'origine.
- Base de données ayant servi à la programmation.

1.2 Inspection visuelle de l'installation.

- Date de la dernière sauvegarde logicielle.
- Etat des équipements automates raccordés, du contrôleur de réseau et de l'unité centrale.
- Etat des imprimantes, écrans, onduleurs si existants.

1.3 Contrôles techniques et opérations de maintenance.

1.3.1 Contrôles généraux :

- Contrôle des différentes sources d'alimentation :
 - Contrôle des tensions - courants
 - Serrage des connexions.
 - remplacement si nécessaire des piles et batteries.
 - Vérification des entrées/sorties automates.
 - Vérification des communications entre la carte serveur et les différents équipements connectés.

1.4 Unité centrale :

1.4.1 Le hard

- Nettoyage des cartes, fonds de panier et contacts.
- Vérification des ventilateurs, nettoyage des filtres.
- Nettoyage des têtes de lecture (disquettes et dispositif de sauvegarde si existant).
- Vérification scrutation correcte des cartes de communication.
- Vérification de fonctionnement du dispositif de sauvegarde si existant.
- Pour les systèmes avec MK7022 : vérification et nettoyage du contrôleur.

1.4.2 Le soft :

- Vérification et purge des fichiers système.
- Vérification de la cohérence de la base de données et de la correspondance des affichages graphiques (continuité de chaîne). Cette correspondance est testée par sondages.
- Vérification des interventions système et édition des fichiers WWlogger.
- Vérification de l'état du disque dur.
- Déplacement des fichiers si nécessaire.
- Défragmentation du disque dur.
- Sauvegarde du système.

1.5 Automates (si existants) :

- Vérification de la programmation locale et des automatismes avec contrôle de continuité de chaîne.
- Essai en mode dégradé.

1.6 Les périphériques :

1.6.1 Imprimantes :

- Vérification de l'état de l'impression et du Setup.

1.6.2 Consoles :

- Sans objet.

2. OBLIGATIONS DU CLIENT

L'utilisateur exploitant s'engage à respecter les procédures de sauvegarde propres à ces systèmes et se charge d'approvisionner le petit matériel considéré comme consommable :

- Disques, disquettes.
- Bandes magnétiques.
- Rubans d'imprimante.
- Papier.
- Etc.

Il assure également le nettoyage périodique des lecteurs de disque conformément aux directives du constructeur.

3. MISE À JOUR DES LOGICIELS.

Ce contrat prévoit les mises à jour logicielles.

12) ANNEXE 5 - MAINTENANCE PREVENTIVE ET CORRECTIVE DES COMPARTIMENTAGES

1. DETAIL DES PRESTATIONS :

Le Titulaire procèdera, au cours de chaque essai fonctionnel du S.MS.I., aux opérations suivantes :

1.1 Examens de l'installation et des documents d'exploitation :

- Documents d'organisation du compartimentage et dossier d'identité du S.S.I.
- Schémas électriques et aérauliques
- Examens des états :
 - Des portes « coupe-feu » battantes ou coulissantes pilotées par le CMSI
 - Des portes « coupe-feu » battantes ou coulissantes non pilotées
 - Des clapets « coupe-feu » télécommandés par le CMSI
 - Des clapets « coupe-feu » autos commandées avec contrôle :
 - Du câblage au droit de chaque D.A.S.
 - Des organes électriques de télécommande et de contrôle
 - Des organes mécaniques
 - Des obstructions potentielles au bon fonctionnement et de l'environnement
 - De l'intégrité des panneaux
 - De la fixation des équipements

1.2 Vérifications fonctionnelles :

- Des ordres de télécommandes
- Du changement de position des DAS télécommandés
- De l'état mécanique de la rotation du DAS
- De la conformité de la position de sécurité
- Du bon changement d'état de chaque organe mécanique
- Des signalisations de positions d'attente et de sécurité
- Remise en position d'attente des organes

1.3 Inspection technique et maintenance corrective:

- Des organes de rotation et de fixation
- Des clapets et volets coupe-feu
- Des fermes-portes en pivots de sol ou en linteau et des sélecteurs des portes coupe-feu asservies
- Des contacts de défauts de position d'attente ou de position de sécurité
- Des fixations
- Des organes électriques de télécommande et de contrôle
- Serrage des fixations de l'ouvrant au châssis si non soudé
- Resserrage des connexions électriques si elles existent

2. LIMITES DE PRESTATIONS

Le présent contrat ne prend pas en compte :

- La déformation, l'oxydation ou la décomposition des châssis, des conduits et des battants
- La détérioration de l'état de surface des châssis, conduits et des battants
- La détérioration intentionnelle et accidentelle des organes
- L'inspection ou la reconstitution de l'intégrité du degré coupe-feu des cloisons, planchers et plafonds de chaque zone de compartimentage
- L'entretien des portes à dévêtissement vertical
- La vérification et l'entretien des systèmes rideau d'eau

13) ANNEXE 6 - MAINTENANCE PREVENTIVE ET CORRECTIVE DES DESENFUMAGES MECANQUES

1. DETAIL DES PRESTATIONS :

Le Titulaire procèdera au cours de chaque essai fonctionnel du S.MS.I., aux opérations suivantes :

1.1 Examens de l'installation et des documents d'exploitation :

- Documents d'organisation du désenfumage et dossier d'identité du SSI
- Schémas électriques et aérauliques
- Examens des états :
 - Des coffrets de relayage pour ventilateurs de désenfumage
 - Des ventilateurs de désenfumage
 - Des volets de désenfumage pour conduits
 - Des volets de transfert concourant au désenfumage
 - Des ouvrants télécommandés en façade concourant au désenfumage avec contrôle
 - Du câblage au droit de chaque D.A.S.
 - Des organes électriques de télécommande et de contrôle
 - Des organes mécaniques des obstructions potentielles au bon fonctionnement et de L'environnement
 - De l'intégrité des panneaux et capotages
 - Des fixations des équipements

1.2 Vérifications fonctionnelles :

- Des ordres de télécommandes
- Du changement de position des DAS télécommandés
- De l'état mécanique de la rotation du DAS
- Des mesures de pression, de débit et de vitesse, dans le cas d'un désenfumage mécanique
- De la conformité de la position de sécurité
- Du bon changement d'état de chaque organe mécanique
- Des signalisations de positions d'attente et de sécurité
- Des fonctions arrêts et réarmement des coffrets de relayage
- Remise en position d'attente des organes

1.3 Inspection technique et maintenance corrective.

- Des organes de rotation mécanique
- des volets de désenfumage, des exutoires et ouvrants en façade
- Des contacts de défauts de position d'attente ou position de sécurité
- Des fixations
- Des organes électriques de télécommande et de contrôle
- Des éléments de protection et de sécurité
- Desserrage des connexions électriques
- Réglage des pressostats

2. LIMITES DE PRESTATIONS

Le présent contrat ne prend pas en compte :

- la déformation, l'oxydation ou la décomposition des châssis, des conduits et des battants
- la détérioration de l'état de surface des châssis, conduits et des battants
- la détérioration intentionnelle ou accidentelle des organes
- la vérification et l'entretien des exutoires de désenfumage en toiture ou escalier si l'option n'est pas précisée dans le contrat.
- Les essais réels d'enfumage et désenfumage
- La maintenance et les essais du GES pour l'alimentation des ventilateurs de désenfumage
- Le remplacement du moteur de désenfumage

14) ANNEXE 7.0, 7.1 et 7.2 LISTE DES MATERIELS

Voir les listings joints au CCATP.

15) MODALITES DE PAIEMENTS

Les factures afférentes au paiement seront établies en un original et deux copies, à chaque réalisation d'une mission, portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- les nom et adresse du créancier,
- le numéro de son compte bancaire ou postal,
- le numéro et la date du contrat ainsi que, le cas échéant, le numéro et la date du bon de commande,
- la prestation exécutée, sa date et son lieu d'exécution (bâtiment),
- le montant hors TVA de la prestation exécutée,
- la formule de révision et les indices utilisés,
- le prix des prestations accessoires,
- le taux et le montant de la TVA,
- le montant total des prestations exécutées ou livrées,
- la date.

Le règlement interviendra dans un délai de 50 jours à compter de la date de réception de la facture.

Les factures seront adressées à la :

**Plans et Travaux Direction des services économiques
Centre de Santé Mentale Angevin
Centre Hospitalier de Sainte Gemmes sur Loire
BP 50089
49137 LES PONTS DE CE Cedex**

16) PERSONNE PUBLIQUE CONTRACTRANTE PERSONNE ASSIGNATAIRE DES PAIEMENTS

Le représentant légal du Pouvoir Adjudicateur est le Directeur du Centre de Santé Mentale Angevin.

La personne physique désignée pour le représenter dans l'exécution du contrat est le Directeur adjoint chargé des services économiques et techniques ou son représentant.

Le comptable assignataire des paiements est le Receveur Principal de la trésorerie principale d'Avrillé.

17) SURETE

Le titulaire est dispensé du versement d'un cautionnement.

18) LITIGE

En cas de litige pour l'exécution du contrat, le Tribunal Administratif de Nantes est seul compétent.

19) PIECES A JOINDRE À L'OFFRE

Les pièces constitutives du contrat sont :

- Le contrat (établi en 3 exemplaires) par le soumissionnaire avec le prix de l'offre de base (paragraphe 6.1 à 6.5) ;
- Le présent CCATP et les annexes l'exemplaire conservé par le Centre Hospitalier dans ses archives fait foi en cas de litige;
- Un bordereau de prix et la liste du lot de maintenance ;
- Un bordereau de prix pour les matériels de base constituant les installations du CESAME ;
- Un planning prévisionnel d'exécution ;

Ces documents constituent des pièces du contrat.